

PARTENARIAT  
STRATÉGIQUE AVEC LES  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE«Ni un mal  
absolu, ni  
un bien  
absolu»**Le Soir d'Algérie : Venons-en, à présent, à l'évolution de la coopération militaire et sécuritaire. La coopération, dans ce domaine, a-t-elle atteint le niveau stratégique ?**

**MCM :** Il faut distinguer, à ce sujet, deux domaines de coopération. La coopération sécuritaire, proprement dite, qui concerne notamment la lutte contre le terrorisme, d'une part, et, d'autre part, la coopération militaire au sens le plus classique du terme. Pour ce qui concerne la coopération sécuritaire, le partenaire essentiel, sinon exclusif, côté algérien, c'est le DRS, le département du renseignement et de la sécurité. Même la coopération avec les organismes de sécurité civile, tel le FBI, est de son ressort. En règle générale, la coopération sécuritaire porte sur ce qui a trait à la lutte contre le terrorisme international et l'échange d'informations pour la lutte contre la criminalité organisée à l'échelle internationale. Il existe, naturellement, des domaines d'échanges intenses concernant les groupes terroristes visant les intérêts américains et l'évolution de la situation sécuritaire dans le Sahel.

Les autorités américaines sont, dans l'ensemble, élogieuses pour les relations de coopération entre les services de renseignement des deux pays. Les relations entre la CIA et la Sécurité militaire algérienne ont été inaugurées sous l'ère du président Chadli, dans les années quatre vingt, au moment où les services de renseignement algériens étaient cantonnés à des rapports exclusifs avec le KGB en URSS, la Securitate en Roumanie et la Direction générale Intelligentsia à Cuba. A l'époque, le président Chadli Bendjedid, qui souhaitait rompre le tête-à-tête algéro-soviétique, avait ordonné à la Sécurité militaire algérienne de coopérer avec, en particulier, les services de renseignement occidentaux, notamment, français, américains, britanniques et espagnols. Pour mémoire, le défunt général Mejdoub Lakhal Ayat fut le premier responsable de la Sécurité militaire algérien à effectuer, en 1984, une visite au siège de la CIA à Washington. Il noua, à cette occasion, de solides relations avec son vis-à-vis de la CIA. Ce cycle de contacts a été maintenu depuis avec, il est vrai, des déplacements concernant, plutôt, les responsables de second rang dans les services de renseignement des deux pays. Ne manquons pas de signaler, dans la lignée des nouveaux rapports algéro-américains engagés dans les années 1980, que la Sécurité militaire algérienne joua un rôle précurseur dans le lobbying — auprès des sphères d'influence et de décision américaines — en faveur de la cause du peuple sahraoui. La position des Etats-Unis d'Amérique sur le conflit du Sahara occidental était bien plus équilibrée qu'elle ne l'est maintenant. Soulignons que ces rapports directs entre chefs de services de renseignement ont pu pallier, parfois, les carences de l'appareil diplomatique algérien.

Les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique marquent la deuxième date importante dans les relations sécuritaires entre les deux pays. Par un concours

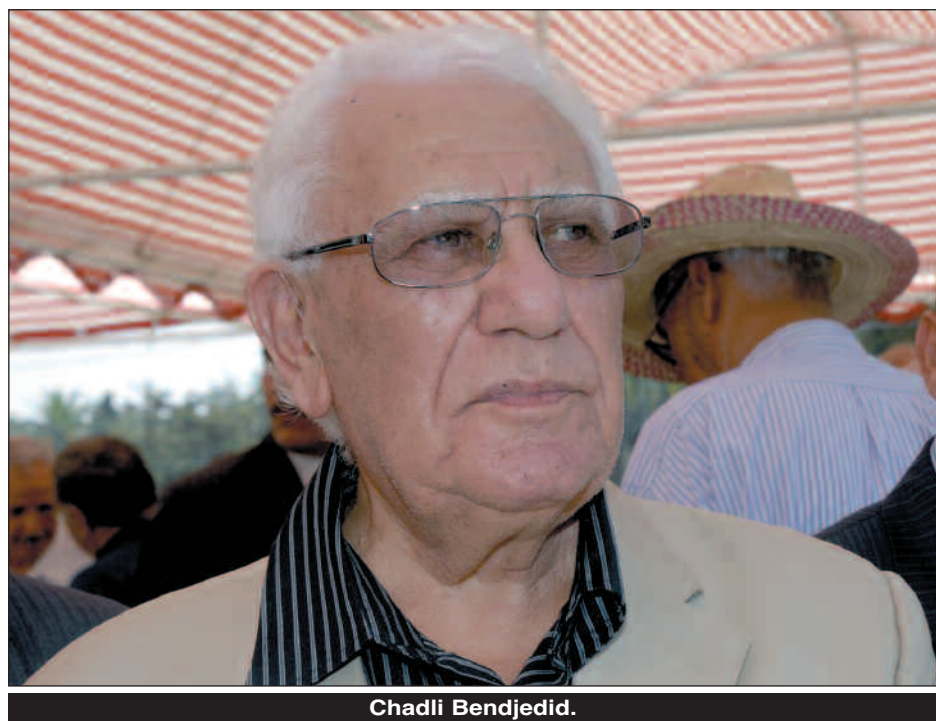
extraordinaire de circonstances, le général de corps d'armée, Mohamed Mediène, chef du Département du renseignement et de la sécurité, peu porté sur les voyages à l'étranger, se trouvait en visite de travail à Washington au moment des attentats perpétrés le 11 septembre 2001. Cette première visite du chef du Renseignement algérien fut l'occasion d'établir un partenariat renforcé. Cette visite fut marquée par bien des égards du côté américain. Pour mémoire, le général Mediène fut reçu — fait exceptionnel — à trois reprises successives, lors du même séjour à Washington, par son homologue américain qui sollicita son avis sur les attentats terroristes qui venaient de cibler des sites emblématiques à New York et à Washington.

Depuis lors, les services de renseignement américains ont accordé un statut marqué aux relations de coopération tissées entre les services de renseignement des deux pays, avec, côté algérien un statut d'exclusivité au DRS. L'appréciation américaine sur ces relations est, généralement, positive. L'ambassadeur américain Robert Ford, par exemple, a toujours loué, en aparté comme en public, le bilan de cette coopération même s'il la souhaitait plus substantielle encore. Vous pourriez rétorquer pourquoi, alors, à propos du DRS, l'ambassadeur américain a-t-il évoqué un «groupe épineux et paranoïaque avec lequel il est difficile de travailler». Deux pistes peuvent être prospectées à ce propos. Le DRS porte, incontestablement, l'empreinte de l'ex-KGB avec lequel la Sécurité militaire algérienne entretenait des rapports privilégiés. Il en est résulté un fonctionnement peu transparent, rigide et caractérisé par une méfiance excessive vis-à-vis des partenaires. Il est clair, de ce point de vue, que la coopération avec les services de renseignement américains n'est guère abordée publiquement, comme si elle était frappée de tabou. Par ailleurs, l'héritage des premières années de l'indépendance où la CIA, à l'instar des services de renseignement français, constituait la cible principale pour la sécurité militaire en Algérie, reste vivace.

La mutation psychologique ne s'est pas encore matérialisée dans l'esprit des cadres du renseignement en Algérie. Il n'en reste pas moins que l'ambassadeur Robert Ford voulait, peut-être, cibler une propension prêtée aux services de renseignement algériens d'instrumentaliser la coopération de sécurité entre les deux pays pour exercer un contrôle politique sur la relation d'Etats de l'Algérie avec les Etats-Unis d'Amérique. Cette crainte paraît exagérée. Même si les instances officielles des Etats-Unis d'Amérique ont adopté le DRS comme partenaire privilégié dans le domaine de la coopération sécuritaire — et c'est le cas — et même s'ils lui reconnaissent un rôle stabilisateur dans un pays potentiellement instable, il est improbable qu'elles lui concèdent le statut d'interlocuteur politique exclusif. D'une part, le président Abdelaziz Bouteflika ne s'y résignerait pas et, d'autre part, les Etats-Unis d'Amérique qui demeurent en prospection d'alternative au régime actuel ne se suffiraient pas de la vision restrictive que pourrait préconiser le DRS car il s'agirait d'une vision fondée plus sur «une gestion sécuritaire de la dynamique politique».

**Examinons, à présent, la coopération militaire bilatérale. Comment pourriez-vous la décrire ?**

La coopération militaire concerne les domaines usuels de la vente d'équipements, de la formation des cadres militaires ainsi que les manœuvres regrou-



Chadli Bendjedid.

pant soldats algériens et américains au titre de l'initiative Pan Sahel.

D'abord, les acquisitions d'équipements où la démarche semble laborieuse. Le plan de charges de l'acquisition de matériels demeure limité. Hormis l'achat déjà ancien d'avions de transport Hercule, quelques rares avancées ont été enregistrées dans des créneaux particuliers. Prenons, par exemple, la couverture radar aérienne.

L'ambassadeur américain Robert Ford, toujours lui, déclarait en 2008 : «Pour peu que l'Algérie en fasse la demande, les Etats-Unis d'Amérique sont prêts à lui fournir des appareils sophistiqués pour la surveillance de ses frontières.» Depuis lors, la couverture aérienne a bien été confiée à des entreprises américaines. Mais dans un cadre commercial, c'est-à-dire à des conditions financières moins avantageuses mais sans contrôle gouvernemental américain quant à l'utilisation des équipements acquis. C'est ainsi que la partie statique du dispositif de couverture aérienne a été acquise auprès de sociétés américaines, mais la partie dynamique qui concerne la riposte l'a été auprès d'entreprises de nationalité différente, russe, en particulier.

Il est prématuré d'affirmer que la coopération militaire algéro-américaine relève du niveau stratégique. La présence russe en matériel et en hommes reste prépondérante dans l'armée algérienne, l'influence française dans le domaine de la formation n'est pas insignifiante. Parfois, la Chine aussi pour certains équipements militaires et des secteurs de formation déterminés. A l'exception des impératifs liés à la situation sécuritaire au Sahel, les Etats-Unis d'Amérique ne semblent pas, cependant, pressés. L'ambassadeur américain Robert Ford, toujours lui, a été suffisamment clair, dès juin 2008 : «Les rapports bilatéraux militaires avancent. Ils avancent lentement. Pas à pas. Nous ne sommes pas pressés.»

**Quelles sont les perspectives de renforcement pour cette coopération militaire ?**

L'évolution de la coopération militaire entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique semble emprunter un chemin sinueux et même laborieux. C'est un phénomène qui trouve son explication dans bien des aspects du mode de fonctionnement de l'Armée nationale populaire. N'oublions pas, tout d'abord, l'histoire. La coopération militaire avec les ex-pays communistes est

un héritage qui remonte à la guerre de Libération nationale. Après la proclamation de l'indépendance, la coopération militaire avec la France était insignifiante, circonscrite à la professionnalisation d'officiers gendarmes et à la formation de base de jeunes officiers, nouvelles recrues. Nonobstant les formations limitées dans les pays arabes, c'était l'ex-URSS qui prédominait dans tous les domaines de la coopération militaire en Algérie.

Dès 1962, l'héritage soviétique s'est imposé sans alternative. L'ex-URSS et les autres pays socialistes, membres du Pacte de Varsovie, étaient devenus les partenaires privilégiés de l'Algérie tant pour l'équipement en armements, la formation des officiers que l'appui aux missions opérationnelles. Pour des considérations politiques, techniques et subjectives, cette prédominance russe s'est imposée sans partage.

Les pouvoirs publics en Algérie continuent de considérer que les positions internationales de la Russie sont plus en phase avec celles de l'Algérie. Ces mêmes pouvoirs considèrent, également, que les conditionnalités posées par la Russie à l'achat d'équipements militaires sont moins contraignantes que celles des partenaires occidentaux. Les officiers de commandement algériens ayant, enfin, été, en totalité, formés en Russie — pour au moins une partie de leur cursus —, ils conservent une relation subjective, inaltérable avec ce pays dont ils maîtrisent, le plus souvent, la langue. Au demeurant, dans la hiérarchie militaire actuelle, vous seriez bien en peine de déceler, à un niveau de commandement éminent, un officier général ayant subi une formation supérieure dans une école militaire américaine.

Cette importante caractéristique des relations militaires algéro-américaines n'a, d'ailleurs, pas échappé à l'attention des responsables et experts des Etats-Unis d'Amérique. Auditionné le 11 octobre 1995, par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. Bruce Riedel, deuxième homme au département de la Défense, avait établi un diagnostic incisif : «Les fortes relations nouées par les militaires algériens avec l'ancienne Union soviétique ne favorisent pas l'instauration de canaux de communication appropriés susceptibles de favoriser des relations solides, des relations de proximité et des relations mutuellement bénéfiques entre militaires algériens et militaires américains.»